

sions qu'elle devrait effectuer dans ses irradiations pour nous accommoder. J'ai toute confiance que nos relais de ces émissions en seront améliorées. Je répète que je suis peut-être optimiste, visionnaire, mais je ne puis croire qu'avec le développement progressif de la radiophonie étatisée au Canada, les auditeurs canadiens n'obtiendront pas les meilleures quatorze heures consécutives d'émissions dans les pays de langue anglaise. Nous capterons les meilleurs programmes américains, anglais et nous espérons qu'avec l'accroissement de nos ressources nous pourrions transmettre les meilleurs programmes canadiens.

*M. Bertrand:*

D. Ces conditions valent-elles pour les Etats-Unis par rapport au Royaume-Uni? On entend les meilleurs programmes américains en Grande-Bretagne.—  
R. Qui les entend?

D. La Grande-Bretagne.—R. Non; je ne le crois pas. Les Etats-Unis envoient très rarement des émissions en Grande-Bretagne.

D. Et que fait la Grande-Bretagne à l'endroit des Etats-Unis?—R. Il s'effectue quelques émissions nationales mais certainement pas régulièrement.  
M. Murray va répondre à ces questions.

Je veux croire que dans tout le cours de cet entretien je ne me suis pas exprimé avec jaectance. Comme je vous l'ai déclaré au début, les membres de la Société possèdent un enthousiasme désintéressé pour l'œuvre que nous tâchons d'édifier. C'est tout.

Je crois pouvoir ajouter ceci: nous avons doublé la durée des émissions; nous avons doublé les programmes que nous offrons; nous avons érigé deux des plus fortes stations de l'Empire britannique et nous comptons réussir avant un an à construire quatre des plus puissantes stations de l'Empire britannique. Nous offrons en réalité plusieurs occasions à notre population d'entendre quatorze heures au moins de programmes variés, programmes du Canada, de Grande-Bretagne ou des Etats-Unis. On oublie parfois, je crois, un détail. Et c'est que nous avons permis à la classe pauvre du Canada d'entendre sans grandes dépenses une certaine variété de programmes qui lui étaient jusqu'ici refusés. Je voudrais pouvoir vous raconter certains menus traits humains de la Société Radio-Canada, mais je me contenterai de vous en donner deux exemples. Quelqu'un m'adressa la parole, l'autre jour, sur la rue à Winnipeg et me dit: "Vous rendez-vous compte que depuis que l'on a prolongé la durée des émissions et que l'on a donné des programmes variés, je puis maintenant écouter avec ma famille au moyen d'un appareil à un seul tube sans avoir à quitter une station canadienne, et choisir les programmes que je préfère." Un chauffeur de taxi canadien-français qui me conduisait l'autre jour de la station à mon bureau, me dit: "Nous aimons certainement quelques-uns des nouveaux programmes." Je répliquai: "Les canadiens-français aiment-ils certains de ces programmes américains?" (je voulais parler de ceux dont on a tant médité). Il me répondit: "Oui". J'ajoutai: "Pour quelle raison?" Il rétorqua: "Voyez-vous, monsieur Brockington, dans des temps comme ceux-ci, le pauvre homme n'a pas grandes jouissances et il a de gros ennuis." Il ajouta: "Nous nous rabattons sur la radio pour entendre des drôleries." Je ne vous donne ces deux anecdotes que pour vous montrer la réaction de certaines personnes aux commentaires que nous entendons.

Puis-je terminer en m'exprimant à la fois personnellement et impersonnellement; personnellement au nom de mes collègues, et impersonnellement parce que je comprends que notre présence au sein du service de la radio ne peut par la nature des choses qu'être temporaire. Il est inévitable qu'à chaque phase des progrès de l'entreprise nationale de la radio on voie se mobiliser contre ses développements l'influence de ceux qui s'imaginent, souvent à tort, que leurs intérêts financiers sont menacés.

[M. Leonard W. Brockington.]